

L'dor V'dor : La Montée de l'antisémitisme
en France pendant la première moitié du vingtième siècle
(The Rise of Anti-Semitism in France in the First Half of the Twentieth Century)

Jasmine Hubara

Goucher College

May 9, 2019

*L'dor V'dor (Hebrew: "From generation to generation") is a common saying from the Jewish tradition that represents the passage of Jewish heritage from generation to generation and symbolizes the continuity of the Jewish religion, especially in times of persecution and insecurity.

La France d'aujourd'hui est connue comme l'un des pays les plus grandioses du monde : l'architecture, l'art, la cuisine, la mode, tous ajoutent à l'image d'un pays respecté par le monde entier. Pour la communauté juive en France, l'image de leur pays au vingt et unième siècle n'est pas pareille à celle des générations passées. Aujourd'hui, la communauté juive est en train de fuir la France. La raison la plus pertinente, c'est l'antisémitisme qui persiste en France et en Europe après des siècles. Une fois connue comme 'le havre des juifs européens,' la France devient peu accueillante pour la communauté juive. Les Juifs habitent en France depuis la période romaine, et malgré quelques évènements antisémitiques pendant le Moyen Age, les Juifs ont reçu la citoyenneté en 1790 après la Révolution. La vie juive en France est devenue fructueuse dans les sphères économique et artistique, et les communautés ont grandi.

Après des siècles de paix, la situation des Juifs en France a changé radicalement à la fin du dix-neuvième siècle. A cette époque, c'était l'identification des Juifs « à la France et plus précisément à la République qui, on le verra, les a placés au cœur même des guerres franco-françaises, a redonné une virulence originaire aux stéréotypes d'un antisémitisme archaïque et en a fait les ennemis absolus de toutes les forces antirépublicaines et antidémocratiques » (Birnbaum 2687). Pourquoi la France n'est-elle plus un havre pour les Juifs ? Comment la France est-elle arrivée à ce point-là ? Il faut analyser la montée de l'antisémitisme en France depuis vingtième siècle pour répondre à cette question.

Influencé par deux guerres mondiales, des crises économiques, et quelques créations des nouveaux systèmes de gouvernement, le vingtième siècle se trouve

dans une nouvelle ère d'antisémitisme, une intolérance contre les Juifs qui se trouve partout. Mais l'antisémitisme ne se présente pas de la même façon dans chaque chapitre du siècle : il se transforme tout au long du siècle, commençant par l'affaire Dreyfus et continuant jusqu'à nos jours. Pendant la première moitié du vingtième siècle, l'antisémitisme vient du soupçon d'un peuple à une haine qui contrôle les lois du pays et qui met en danger toute la population juive en France.

À la fin du dix-neuvième siècle, la société française reste impactée de l'affaire Dreyfus. Cet événement a divisé le peuple, et il marque une nouvelle période de l'antisémitisme, malgré les lois qui défendaient la liberté de la religion. Ainsi, on peut questionner le traitement des Juifs pendant le vingtième siècle. Citoyens d'un pays des droits de l'homme, les Juifs français de cette période ne sont pas traités comme égaux à leurs voisins non-Juifs. Quand les événements se sont passés en France, soit politiques soit sociaux, la communauté française a perçu les Juifs de façons différentes qui n'étaient pas toujours bonnes. Cette perception est souvent liée à l'antisémitisme.

Comment la perception des Juifs en France a-t-elle changé depuis le début du vingtième siècle ? Si on pense aux mouvements et événements sociaux et culturels de la France pendant cette période, on va voir une intolérance sous la surface qui se connecte à chaque manifestation. Commenant avec l'affaire Dreyfus, la perception publique devient plus en plus négative, mais pourquoi ? Comment est-ce que l'antisémitisme et la perception publique des Juifs sont liés ?

Plusieurs d'événements suivent l'affaire Dreyfus qui changent la perception publique et donc l'antisémitisme, mais lequel a la plus grande influence ? Le sommet

de l'antisémitisme en France, on peut dire que c'est la Shoah, un événement historique pendant laquelle les Nazis ont tué six millions de Juifs en essayant de les éliminer totalement de la société, mais les autres changements de la société française et la société juive portent des influences importantes et définitives. Les conséquences de cette époque durent jusqu'aujourd'hui, et pour mieux les comprendre, elles seront être analysées en quatre périodes.

La première période analysée, c'est l'évènement de l'affaire Dreyfus, qui commence en 1894. De ce temps, on voit la montée de l'antisémitisme moderne qui traverse le siècle. Ce sentiment anti-juif reposait sous la surface de la société avant l'arrêt d'Alfred Dreyfus, mais il se montre par la séparation de la nation entre deux camps, une division morale. Ici on pose la question : Pourquoi l'affaire Dreyfus est-elle si fondamentale à l'histoire de l'antisémitisme en France ? Comment l'antisémitisme prend-il son plein essor avec l'affaire Dreyfus ?

La période qui suit l'affaire Dreyfus est une décennie entre les guerres mondiales. Cette ère est marquée par une crise économique, et l'antisémitisme de cette période inclut la théorie des Juifs comme le 'bouc émissaire' des problèmes de la société. Le soupçon des Juifs devient une haine, enracinée dans plusieurs secteurs de la société, et la France se trouve au milieu d'une guerre d'identité. Il faut analyser la question : comment l'antisémitisme change-t-il pendant la période après l'affaire Dreyfus ?

L'état pendant la seconde guerre mondiale continue à propager l'idée des Juifs comme l'origine des problèmes sociétaux. Cette période est marquée par un changement de gouvernement, quand la République se dissout et est remplacée par

le gouvernement de Vichy. Ce nouveau gouvernement veut éliminer l'influence des Juifs de la société française, et on change les lois pour mieux refléter leur haine et peur. Cela soulève la question de savoir s'il est possible d'être Français et Juif.

Comment les lois sont-elles utilisées pour écarter les Juifs de la société française ?

Dans la deuxième moitié du siècle, après la décolonisation du Maghreb, on voit le début d'une nouvelle forme d'antisémitisme. L'arrivée des Juifs du Maghreb change le caractère du Judaïsme en France change pendant cette période. Parce que les Juifs venant du Maghreb appartiennent à une culture juive différente de celle des Juifs d'Europe de l'est, il n'est plus possible d'utiliser les mêmes tactiques de haine et les mêmes lois comme avant la décolonisation. De plus, l'image des Juifs en France change après la décolonisation parce que les nouveaux Juifs en France ne ressemblent pas à leurs voisins ashkénazes. Pendant cette nouvelle époque de l'histoire de la France, qu'est-ce qu'un Juif en France après la décolonisation du Maghreb ? Comment l'antisémitisme et ses tactiques d'avant ne sont-ils plus applicables aux Juifs du Maghreb ?

Aujourd'hui, les Juifs sont toujours victimes de l'antisémitisme. Comment pouvons-nous expliquer la situation d'aujourd'hui en analysant ce qui s'est passé au vingtième siècle ? L'avenir des Juifs en France se manifeste de quelle façon ? L'histoire va-t-elle se répéter ?

Revue de la littérature

La littérature pour cette thèse analyse beaucoup des questions qui couvrent une moitié de siècle. On peut les catégoriser par le thème et dans chaque chapitre :

l'affaire Dreyfus, l'économie et la théorie du bouc émissaire, le régime de Vichy, et le changement d'identité juive en France après la décolonisation du Maghreb.

Dans « Les affaires Dreyfus, » Michel Winock montre comment l'affaire Dreyfus a commencé une forme de guerre civile en France. Son explication touche comment la nation était divisée après l'événement par les divisions des idées et qui existaient en dehors de l'affaire. Allan Mitchell écrit aussi sur le sujet de l'affaire Dreyfus. Son article « La mentalité xénophobe : le contre-espionnage en France et les racines de l'affaire Dreyfus ». Cet article explore comment la paranoïa en France à cause des tensions avec l'Allemagne ont affecté la population en France et, surtout, a impacté l'histoire de l'affaire Dreyfus. Dans « From the Dreyfus Affair to France Today », Hannah Arendt trace l'histoire des Juifs en France jusqu'aux années 1940. Plus précisément, elle écrit sur le sujet des politiques et de la société, montrant les conséquences de l'affaire Dreyfus sur la nation française. Le chapitre de Pierre Birnbaum dans l'œuvre de Pierre Nora analyse les rôles les plus importants des Juifs en France. À propos de Dreyfus, le chapitre de Birnbaum est important parce qu'il explique la relation entre les Juifs et la terre française, surtout les conséquences de cette relation. De plus, il parle aussi de la mémoire des Juifs en France de l'affaire et comment elle influence la communauté qui reste.

William I. Brustein et Ryan D. King font un lien important entre la perception des Juifs du vingtième siècle et l'augmentation de l'antisémitisme. Leur théorie du 'bouc émissaire' est un des fondements de la compréhension de la montée de l'antisémitisme à cette époque. Ils notent les sources de l'antisémitisme et montrent comment les Juifs sont devenus les boucs émissaires des problèmes en France par

des chemins différents. Comme Brustein et King, Vicki Caron, Robert O. Paxton et Andrée Lyotard-May écrivent aussi sur le sujet de l'économie pendant les années 1930 en France. L'article de Caron inclut la question de l'antisémitisme comme haine xénophobe. Caron décrit ces liens en posant la question de l'antisémitisme fondé dans la réalité ou fondé dans une fausse image des Juifs. Paxton et Lyotard-May discutent l'économie mais aussi les stratégies de Vichy pour réduire l'influence des Juifs dans la société.

David Carroll présente la question identitaire en France dans son article « What It Meant to Be "A Jew" in Vichy France : Xavier Vallat, State Anti-Semitism, and the Question of Assimilation ». En montrant comment l'antisémitisme était légalisé, il résume comment il était impossible que les Juifs soient perçus comme 'français' à cause des lois imposées par le régime de Vichy. Son œuvre est liée à celui de Jacques Adler. Dans « The Jews and Vichy : Reflections on French Historiography », Adler questionne les singularités de l'antisémitisme du Vichy. En particulier, il pose la question de l'antisémitisme comme xénophobie en examinant les différences entre les Juifs immigrés en France et les Juifs déjà en France.

Rosemarie Scullion décrit la situation des immigrés en France pendant le vingtième siècle. Son article montre l'influence de l'immigration sur la nation et les réactions aux immigrés juifs. Selon elle, l'immigration des Juifs de l'Europe de l'est a augmenté la xénophobie en France.

Chapitre II

La « cause morale » qui a divisé la nation

La première référence aux Juifs en France précède de loin le vingtième siècle, mais cette période marque la fin d'une ère de calme pour les Juifs de France. Quand le monde est en train d'accueillir un nouveau siècle, les Juifs sont au centre d'un scandale antisémite : l'affaire Dreyfus. On peut dire que les racines de l'antisémitisme du vingtième siècle se trouvent dans l'événement de l'Affaire Dreyfus. Cet événement fait naître un antisémitisme national et une nouvelle droite politique et sociale. Le schisme fait par l'Affaire Dreyfus dans la société française a créé des vagues qui nous touchent. Selon l'historien Michel Winock (« Les Affaires Dreyfus »), l'Affaire Dreyfus est unique (19) : aucun événement équivoque ne s'est passé ni se passera. Pourquoi cet événement historique est différent des autres ? Qu'est-ce qui s'est passé pour que la France reste marquée par un antisémitisme très fort ? Pourquoi la période qui suit l'affaire Dreyfus est-elle importante pour comprendre le caractère de l'antisémitisme de la France ? Pendant cette période, une nouvelle droite politique et sociale est créée par une identité nationale contre les Juifs de France. L'affaire Dreyfus a influencé la société et sa perception de la communauté juive et a donné la parole aux nationalistes pour qu'ils puissent diffamer cette communauté, un acte qui divise la nation.

Selon William Brustein et Ryan King, l'antisémitisme en France culmine dans la période entre 1890 et 1939, l'époque dans laquelle l'affaire Dreyfus se passe (37). Il y a plusieurs explications pour la hausse de l'antisémitisme, mais deux en particulier sont très importantes pour l'expliquer : le soupçon des autres et la peur des autres, produits de la xénophobie et du racisme.

À cause de la Guerre franco-allemande de 1870, les réseaux d'espionnage se sont développés pendant la guerre contre l'Allemagne. Vue comme nécessaire, cette connaissance publique de l'espionnage a soutenu une paranoïa sociale en France (Mitchell 490). Être toujours anxieux des autres a fortifié l'insécurité ressentie par le public, et donc on peut comprendre l'arrestation de Dreyfus comme une conséquence de cette paranoïa même si sa détention se passe plus de trente ans après la fin de la guerre. Mais « le climat de soupçons » n'est pas la seule cause de l'augmentation de l'antisémitisme de cette époque (Mitchell 490). Une des autres racines de l'antisémitisme du siècle est l'immigration vers la France de l'Europe de l'est. Le tournant du vingtième siècle marque une vague d'immigration des Juifs d'Europe de l'est qui se sont enfuis des pogroms, autrement dit les massacres des Juifs ou la destruction des villages juifs. Quand ils arrivent en France, il y a un grand changement d'identité entre les Juifs de France originaux et les immigrants d'Europe de l'est. Mais comment l'antisémitisme devient-il fort pendant cette période ? L'antisémitisme de cette période est attribué à la xénophobie et au racisme qui nourrit une haine aussi bien qu'une peur (Mitchell 489). C'était une haine qui a son origine dans une peur de *l'autre* qui a divisé la nation française au début du vingtième siècle.

L'histoire de l'affaire

Tandis que l'affaire Dreyfus semble assez simple à première vue, le contexte de ce qui s'est passé nous donne une explication de pourquoi l'événement est très important. L'antisémitisme et la xénophobie sont apparus dans l'affaire dès le début (Mitchell 489). Leur mélange a créé une situation intéressante : le capitaine Alfred

Dreyfus est le coupable idéal parce qu'il est un Juif et né en Alsace. Le contexte de la guerre s'ajoute à la situation à cause des relations avec les Allemands.

Un scandale qui a touché la nation entière, l'Affaire Dreyfus a commencé après l'annexion de l'Alsace pendant la Guerre franco-allemande de 1870. En septembre 1894, une femme de ménage à l'ambassade allemande trouve un document qui montre la preuve qu'un espion français a donné des documents et secrets français aux Allemands. L'identité de l'auteur du document, nommé « le bordereau », est inconnue au début, mais on arrête le jeune capitane Alfred Dreyfus en octobre 1894 pour la trahison contre son pays et au bénéfice de l'Allemagne. Les avocats n'ont rien trouvé contre Dreyfus--son écriture n'est pas la même que celle du bordereau, et il y a beaucoup de mensonges contre Dreyfus. Bien que son procès manque de preuves de sa culpabilité, il est condamné à une dégradation militaire à cause de sa trahison et il est exilé en Guyane française. Ce n'est que plusieurs années plus tard que sa conviction est déclarée injuste.

Dreyfus était choisi comme l'homme coupable pour plusieurs raisons : il est né en Alsace, qui est en ce temps partie de l'Allemagne, et donc la paranoïa et le soupçon sont des facteurs importants. Le nationalisme aussi joue un rôle parce que les antidreyfusards se méfient des influences étrangères qui endommagent la société. Et la raison qui devient la plus importante, c'est surtout sa religion et donc la xénophobie : Dreyfus était juif, et cette identité devient un symbole du conflit de l'affaire. Dans cette époque, on a commencé à regarder les Juifs comme *l'autre*, un peuple qui est néfaste à la société française, soit à cause des immigrants juifs des cultures différentes soit à cause de la paranoïa des espions. Mais ce qui est sûr, c'est

que la communauté juive est devenue l'ennemi des nationalistes, un groupe qui a grandi après l'affaire d'une façon forte.

Les conséquences nationales

L'acte simple de dire le seul mot comme traître a des effets qui durent toujours. Même si Dreyfus n'était pas coupable, son arrestation a de très grands impacts sur l'histoire de la France. La société française à cette époque est contextualisée par l'augmentation du nationalisme et de l'antisémitisme. On sait que le procès de Dreyfus est une erreur judiciaire et que la religion juive a joué un grand rôle dans le procès. Après la conviction, la France se divise entre les dreyfusards, qui croient en son innocence, et les antidreyfusards, qui soutiennent sa culpabilité. Cette division de la société française est aussi idéologique : les antidreyfusards se sont concentrés sur la religion de Dreyfus, et il y a une grande augmentation de l'antisémitisme en France à cause de sa conviction.

La multipolarité de l'Affaire ajoute aux conséquences de cet événement, la plus importante étant la création de la nouvelle droite antisémite. Puisque l'affaire était « une cause morale », la guerre sociétale est devenue « un conflit des idées » entre les dreyfusards et les antidreyfusards (« Les affaires Dreyfus » 22). Le 'dreyfusisme' s'est basé sur les idées d'universalisme, la raison, et les droits de l'homme, tandis que l'antidreyfusisme contient le nationalisme exclusif, l'antisémitisme, et la xénophobie (« Les affaires Dreyfus » 24). Une des plus grandes différences entre les deux, c'est que les dreyfusards ont soutenu l'égalité entre les gens (Arendt 199). L'inégalité est ainsi devenue un des fondements du parti antidreyfusard, et elle est utilisée pour blâmer les Juifs pour l'affaire Dreyfus. Parce

que les groupes sont très différents, la société française est tombée dans un manque de cohésion sociale, et cette séparation du peuple a forcé les citoyens à s'opposer les uns aux autres. Mais les gens qui se sont trouvés au milieu, c'étaient les Juifs de France, et une haine virulente a été suscitée contre ce groupe par la nouvelle droite.

La nouvelle droite est née des antidreyfusards. Bien qu'elle ait son origine dans un parti politique de droite, cette nouvelle droite ne se trouve « ni avec le camp de la droite, ni avec une classe sociale » mais constitue un nouveau groupe fondé sur le nationalisme exclusif (« Les Affaires Dreyfus » 22). Les idéologies de ce groupe contiennent aussi l'antisémitisme, le soupçon de l'espionnage, et la xénophobie, vue par « la dénonciation de 'l'invasion juive' » (« Les affaires Dreyfus » 23). Une pensée majeure de la nouvelle droite est l'idée de « l'heure de la 'France seule' » qui explique comment la nouvelle droite a vu les Juifs comme en dehors de la société française (« Les affaires Dreyfus 30). Puisque les Juifs ne sont pas « français », selon la pensée de la nouvelle droite, ils sont l'ennemi de 'la vraie France.' Le racisme relève la tête aussi pendant cette période : les Juifs ont été définis par leur religion, mais les croyances de la nouvelle droite ont poussé la définition du judaïsme pour désigner une race plutôt qu'une religion. Il est possible que cette croyance trouve ses racines dans les vagues d'immigration de l'Europe de l'est parce que les gens qui sont arrivés en France sont si différents des citoyens français composés de Juifs et de non-Juifs.

Ce nationalisme ethnique s'est manifesté dans la société, emmené par cette nouvelle droite, et a créé un schisme dans la nation française qui dure longtemps. Puisque l'état a été divisé, la société des années du début du vingtième siècle a

produit un antisémitisme qui a été utilisé pour expliquer les problèmes sociaux de la nation après la guerre. La division de la nation a créé un espace qui a permis à l'antisémitisme de bouillir, soutenu par le nationalisme qui a refusé de permettre *l'autre* à influencer--c'est à dire détruire--la France et la société française.

Il s'ensuit que l'Affaire Dreyfus n'est pas un conflit de classes mais plutôt un conflit des groupes pour ou contre une cause morale, et donc les éléments de ce conflit durent après que le scandale de l'affaire s'achève (« Les Affaires Dreyfus » 22). Mais cette haine continue après l'Affaire, et donc les racines de l'antisémitisme moderne se trouvent dans cet événement. Après l'affaire Dreyfus, le nationalisme a continué à être important pour expliquer l'antisémitisme français, combiné avec les autres facteurs qui arrivent après le début du siècle.

Surtout, le contexte socio-politique de l'Affaire contribue à son importance dans l'histoire de l'antisémitisme française, et les conséquences de l'affaire se voient dans la nouvelle période d'antisémitisme--une époque entre les événements antisémites de l'Affaire Dreyfus et de l'état de Vichy, ce qui donne à l'antisémitisme l'espace pour introduire d'autres facteurs en dehors du racisme et de la xénophobie. Bien que le conflit des idées se soit achevé, une nouvelle guerre sociale commence : la guerre d'identité française.

Chapitre III

La guerre d'identité « française »

Une majorité des historiens tiennent que la période d'un antisémitisme populaire très faible en France, les années 1900 jusqu'à 1930, est encadrée par deux décennies d'un antisémitisme populaire très fort : les années 1890 et les années

1930 (traduit, Brustein et King 37). Le conflit d'idées, né de l'affaire Dreyfus, refait surface entre 1934 et 1939 (Winock, « Les affaires Dreyfus » 27), ce qui ajoute à la persécution sociale des Juifs en France. « L'affaire Dreyfus construit en France une nouvelle image des juifs [sic] » et ses conséquences ont été ressenties pendant la période suivante (Birnbaum 2702). La période qui suit l'Affaire Dreyfus et qui dure jusqu'au régime de Vichy est marquée par un grand thème : les Juifs deviennent le 'bouc émissaire' des problèmes de la société française.

Le début du nouveau siècle marque la montée du fascisme en Europe. La France en particulière s'influence du fascisme aussi bien que de l'affaire Dreyfus. Les racines du fascisme sont liées au désir pour une unité nationale, et la France montre ce désir pendant les premières décennies du siècle. Or, la France n'était pas le seul pays qui est tombé sous l'influence des fascistes : en Europe, on voit en particulier la montée du fascisme en Allemagne par le gouvernement d'Adolf Hitler et en Italie sous le dictateur Benito Mussolini, deux pays qui deviennent la base des forces de l'Axe de la Seconde Guerre mondiale. La croissance du fascisme pendant cette époque normalise et permet aux idéologies nationalistes d'augmenter en France. Une des conséquences de cet essor, c'est la montée des idées antisémitiques et racistes qui sont liées aux idées nationalistes et les suivent souvent. On voit que la situation sociale et politique en France n'est pas une exception.

La théorie du bouc émissaire

Selon William Brustein et Ryan King, l'antisémitisme augmente pendant cette période de quarante ans pour plusieurs raisons : les préjugés ethniques, l'idée des Juifs comme « bouc émissaire », la modernisation, et la mobilité sociale dans la

communauté juive. L'antisémitisme populaire selon Brustein et King combine les préjugés religieux, économiques, raciaux, et politiques (traduit, Brustein et King 38). On utilise 'antisémitisme populaire' pour décrire l'hostilité enracinée dans la population française envers les Juifs, vue par les actions, les sentiments, et les attitudes à propos la collectivité juive en France. De 1899 à 1939, il y avait quarante-neuf actes d'antisémitisme populaire en France dont la majorité sont des attentats dans les médias ou les manifestations (Brustein & King 40). Parmi les autres pays européens, la France n'est que « intermédiaire » à propos de l'antisémitisme populaire (traduit, Brustein et King 40).

Brustein et King définissent comme suit la théorie du bouc émissaire : dans les périodes du traumatisme national important, le pays attribue fréquemment ses problèmes aux minorités du pays (traduit 37). En France à l'aube de la guerre, et en Europe en général à cette époque, le bouc émissaire est la communauté des Juifs. L'augmentation de l'antisémitisme de cette période est enracinée dans quatre événements survenus au cours des quarante premières années du nouveau siècle : la détérioration économique de la France, le soutien populaire pour la gauche politique, la mesure dans laquelle les Juifs sont soutenus par la gauche politique, et les vagues d'immigration des Juifs de l'Europe de l'est.

On peut analyser l'économie pour trouver les racines de l'antisémitisme de cette période. « Pierre Birnbaum attribue la hausse de l'antisémitisme à la réaction populaire contre un pays fort » (traduit, Brustein et King 37) : cela veut dire qu'on considère qu'un pays fort a « imposé sur la société l'émancipation des Juifs » et donc les gens réagissent avec l'antisémitisme (traduit, Brustein et King 37). Mais plus

spécifiquement, la société a réagi contre les Juifs qui sont venus de l'Europe de l'est : ces gens, vus seulement comme des immigrés, ont été considérés comme la plus grande menace à la stabilité économique de la classe moyenne (traduit, Caron 27). Une coalition de la classe moyenne a commencé une croisade économique contre les Juifs, ce qui a créé les bases pour les politiques et les idéologies de Vichy. La classe moyenne a vu l'émancipation juive comme une compétition économique néfaste qui représente un nouvel ordre et organisation sociale, économique, et politique de la société française. C'est au moment de cette croisade économique qu'un grand antisémitisme commence. À cause du tumulte de la classe moyenne, en 1935 le gouvernement a introduit des politiques économiques qui ont essayé d'exclure les immigrés—des Juifs ou non-Juifs--de la main d'œuvre (traduit, Caron 39). Après l'adoption de cette loi, l'exclusion des étrangers de la main d'œuvre est devenue plus grande : le gouvernement a permis aux entreprises et aux employeurs de créer un quota d'immigrés à employer (traduit, Caron 39). C'est un des premiers exemples de l'exclusion des Juifs de la société française, qui a continué dans les sphères économiques et sociales. On peut utiliser la lutte de la classe moyenne pour une stabilité économique pour expliquer la hausse de l'antisémitisme de cette période. De plus, le Produit Intérieur Brut (PIB) a une corrélation négative et forte avec l'antisémitisme (Brustein & King 47). Cela nous dit que quand l'économie est forte, les actes antisémites sont plus rares que dans des périodes d'une économie faible. Cela peut être une des explications pour la mesure dans laquelle l'antisémitisme augmente en France pendant cette époque. Selon les recherches de Brustein et King, la relation entre le PIB qui se détériore et le niveau d'antisémitisme en France

soutiennent l'hypothèse du bouc émissaire (traduit, Brustein et King 48).

Simplement dit, les Juifs ont été utilisés comme l'explication simple des problèmes de l'économie.

Pour la politique, la France est le seul pays analysé par Brustein et King qui montre des corrélations entre les actes d'antisémitisme et un soutien populaire pour la gauche (Brustein & King 47). Vicki Caron trouve que « la cause la plus importante de l'antisémitisme, c'est l'identification des Juifs avec la gauche politique » (traduit 26). Il est impossible d'ignorer qu'il existait une augmentation de l'antisémitisme en même temps qu'une augmentation d'un soutien pour la gauche politique.

L'influence de l'immigration

Les vagues d'immigration en France s'ajoutent absolument à l'augmentation de l'antisémitisme français. Même si le sujet de l'antisémitisme contre les immigrés a plusieurs sources, il est impossible de comprendre l'antisémitisme de cette époque en dehors de la xénophobie (traduit, Caron 26). Comme déjà dit, les immigrés venant de l'Europe de l'est ont été vus par la classe moyenne comme une menace à la stabilité économique. Au début des vagues d'immigration, le gouvernement français a accueilli les immigrés en tant que réfugiés, mais suite aux revendications de la classe moyenne, il a commencé à rendre difficile aux immigrés la capacité de trouver un travail (traduit, Caron 39). De plus, la croisade économique a suscité une nouvelle lutte enracinée dans la xénophobie : après tous les efforts pour exclure les Juifs immigrés de la main d'œuvre, la croisade a tourné les yeux vers l'idée de retirer les droits, protégés par le gouvernement, aux citoyens naturalisés. En 1939, une loi a

été introduite qui interdit aux citoyens naturalisés de changer leurs noms, pour être plus français, pour que le public ne soit pas trompé et que tout le monde sache qui est juif (traduit, Caron 50). C'est un exemple de comment l'état a essayé de convaincre le public que les Juifs n'étaient pas français- et les lois comme celle-ci montrent comment ils ont divisé les identités « juive » et « française » pour être mutuellement exclusives. Les Juifs sont devenus le groupe le plus indésirable, parmi tous les groupes d'immigrés, aux yeux du gouvernement et la société à cause de « leurs racines urbaines et leurs profils économiques de classe moyenne » (traduit, Caron 53). L'identité juive est ainsi devenue une menace à l'opportunité des Juifs qui sont venus en France.

Mais les conséquences économiques ne sont pas les seuls résultats des vagues d'immigration, et la division entre les Juifs et les non-Juifs n'est pas la seule division identitaire qui commence par les vagues d'immigration. Avec l'arrivée des Juifs ashkénaze en France débute 'la guerre d'identité' qui divise la communauté juive en France. Dans la sphère des histoires juives européennes, il existe plusieurs cultures. Les gens venant de l'Europe de l'est suivent la tradition ashkénaze, une secte du judaïsme influencée par la culture chrétienne de l'Europe de l'est. En France à cette époque, une majorité des Juifs se sont définis comme *Israélite*. Les Israélites sont des Juifs assimilés, séculaires plutôt que confessionnels. Les immigrés ashkénazes ont été totalement différents des autres Juifs vivant en France à l'époque. Il y avait aussi des différences de langue et de culture. Quand les Juifs déjà en France se sont séparés des Juifs immigrés d'autres pays, ils ont commencé une guerre d'identité qui s'achève par un antisémitisme institutionnalisé par l'état.

Comment est-ce que l'identité et la définition d'une identité nationale sont devenues importantes ?

La coalition de la classe moyenne a créé une image des Juifs qui a duré jusqu'à l'époque de Vichy. Il faut questionner cette image et cet antisémitisme : est-ce l'antisémitisme continuait en France à cause de la population juive tel qu'il était ou à cause d'une image propagée par la classe moyenne pour éliminer la rivalité économique ? D'une manière ou d'une autre, l'antisémitisme en tant que théorie du bouc émissaire, manière d'exclusion, ou de guerre d'identité continue à une nouvelle époque : celle de l'état de Vichy.

Chapitre IV

Le statut des Juifs : est-il possible d'être juif et français ?

Tout au long du vingtième siècle, l'idée qu'il faut définir ce qu'est un « Juif » se répand, et pendant les années 1940, cette question est posée dans le même temps que celle d'une identité nationale française. Quand la troisième république s'est dissoute, ouvrant une voie à la création du régime de Vichy dirigée par le maréchal Philippe Pétain (1940-1944), ces deux classifications sont devenues le fondement de l'idéologie politique de ce nouvel état.

Parmi les communautés juives, il existe certaines différences du point de vue des pratiques religieuses. Une moitié des Juifs en France en 1939 sont des immigrés d'Europe de l'est (traduit, Scullion 32). Dans la communauté juive française, les Juifs originaires de France se sont séparés des Juifs immigrés de l'Europe de l'est. Cette séparation n'est pas totalement injustifiée : les Juifs immigrés pratiquent la religion d'une façon différente des Français, soit dans une langue différente soit selon les

traditions et interprétations des lois. La majorité des Juifs en France au début du vingtième siècle sont assimilés dans la société séculaire. Ils se définissent comme *israélites*, et donc le terme *juif* est gardé pour les gens plus confessionnels que les Israélites assimilés. La raison de cette distinction entre les Israélites et les Juifs est fondée sur les différences et dans une moindre mesure, sur la peur : si les Israélites s'étaient assimilés, ils seraient peut-être vus comme *français*. Mais le changement des lois sous le gouvernement de Vichy a indiqué que ni les Israélites ni les Juifs ne seraient acceptés par la société.

Français ou Juif : identités exclusives ?

Pendant la période de Vichy, les Juifs ont fait face à la question d'une identité nationale dont ils ont été exclus. Carroll pose la question : était-il possible d'être juif et français ? Selon le lieu de naissance de certains Juifs en France, ils sont français parce qu'ils sont nés en France et habitent en France. Mais l'état de Vichy, en essayant d'exclure les Juifs de la société, a commencé à mettre en place des lois qui ont soutenu un antisémitisme sanctionné par l'état. Cette forme d'antisémitisme était vue par le gouvernement comme plus « rationnelle » que celle des Nazis : alors que les Nazis ont voulu éliminer totalement 'le problème juif' au moyen de 'la Solution finale' génocidaire visant la population en entier, le régime de Vichy et ses lois n'ont pas demandé l'extermination des Juifs de France mais plutôt leur exclusion de la société française (traduit, Carroll 39). « La France sous les lois de Vichy a mené une guerre symbolique, économique, culturelle, et politique contre les Juifs » pour que l'état puisse renforcer sa propre situation nationale et solidifier

l'identité 'française' (traduit, Carroll 39). Et le besoin de partager une identité nationale française était très fort après une décennie qui a rendu la nation faible.

De cette manière, le gouvernement avait le pouvoir de définir ceux qui étaient vraiment 'français' pour persécuter les Juifs d'une façon légale. Simplement dit, l'antisémitisme et la haine contre les Juifs de France sont devenus légaux et institutionnalisés. Cet antisémitisme était défendu par le gouvernement, pas vu comme raciste parce qu'il « n'a pas été présenté pour protéger le 'sang' français » (traduit, Carroll 43). Plutôt, l'exclusion sociale légalisée des Juifs a été défendue comme un soutien de l'assimilation : l'état peut déterminer qui parmi les gens qui habitent en France ont la capacité de s'assimiler dans la société française, et donc il faut exclure les gens incapables de le faire (traduit, Carroll 45). L'état a rendu impossible la capacité des Juifs de s'assimiler dans la société, et donc leur persécution était inévitable.

Après la chute de la Troisième République en 1940, le nouvel état de Vichy introduit les politiques contre les Juifs spécifiquement. Avant Vichy, les politiques ont exclu les gens non-natifs de certains secteurs de la vie publique, mais les lois ont été transformées pour que les Juifs soient définis comme « non-natifs », de même les Juifs français (Adler 1067). Le statut des Juifs, établi en 1940, a dés-émancipé tous les Juifs habitant en France et a introduit les lois qui limitait les droits économiques, politiques, et culturelles des Juifs (traduit, Scullion 32). Ce schisme dans l'identité juive de France n'est pas qu'un moment de division pour ce groupe religieux. Ces lois marquent une perte d'identité communale. De plus, le gouvernement Vichy annule la Loi Marchandreau de 1939 qui interdisait la diffamation des groupes

religieux par la presse. La propagande produite par le régime est devenue courante et constante, montrant un portrait des Juifs qui solidifie le mythe de leur puissance néfaste. Les Juifs deviennent les « boucs émissaires » de Vichy : on a continué à blâmer les Juifs pour les problèmes sociaux, et donc l'idée des Juifs comme néfastes à la société se répand et se légalise (Adler 1069). La continuation de cette haine injustifiée a consolidé l'identité nationale, avec pour but d'exclure les Juifs de la société.

Utilisation de l'identité nationale

Une racine de l'antisémitisme de cette décennie envers les immigrés juifs vient d'un rassemblement pour le renforcement de l'identité nationale. Le désir d'une identité nationale forte et homogène est marqué par une croyance que les Juifs constituent une menace à la cohésion sociale française et sa stabilité économique (traduit, Scullion 35). En effet, on a distingué entre une « citoyenneté par contrat » et un « citoyenneté par origine », avec un effort par tous les moyens à placer les Juifs dans la première catégorie (Paxton et Lyotard-May 605). Distinguer les Juifs comme 'autres' était une stratégie utilisée pour justifier la séparation des Juifs de la société et pour montrer comment l'identité juive était utilisée pour juxtaposer l'identité française, l'identité nationale.

À l'époque de Vichy, l'identité nationale devient le cadre pour l'exclusion systématique des Juifs. Le plus grand problème pour les antisémites, c'est que les Juifs venant d'autres pays ne voulaient pas s'assimiler à la société française. Le résultat est une population qui ne se conformait pas aux normes de la société et donc étaient facile à persécuter. Selon la pensée générale, la religion juive n'était pas

le problème : les Juifs pouvaient habiter en France sans problème tant que la seule différence entre les Juifs et les non-Juifs était le lieu de prière (traduit, Paula Hyman dans Scullion 35). Autrement dit, l'assimilation était nécessaire pour la sécurité.

Si le gouvernement légalise l'exclusion et la persécution éventuelle des Juifs immigrés, que fait-il à propos des Juifs nés en France ? Comment le gouvernement peut-il exclure les Juifs français, citoyens de la France, de la société dont ils font partie ? Il s'agit de personnes qui « y vivent depuis plusieurs générations et qui ont contribué à la défense, la culture, et l'économie du pays » (Adler 1070). Voici la nécessité pour une définition exacte d'un « Juif », et ces actions montrent comment cet antisémitisme n'est pas seulement la xénophobie contre les immigrés ou le racisme. Les lois introduites par le gouvernement pour limiter les droits des Juifs montrent aussi comment l'antisémitisme est devenu de plus en plus accepté au sein du gouvernement.

Les décennies d'antisémitisme et d'exclusion légale ont culminé avec la déportation des Juifs aux camps de concentration ou d'extermination qui a commencé en 1942. Même si au début, Vichy n'a pas utilisé la mort comme méthode d'exclusion sociale, le régime est tombé dans les mêmes travers que les Nazis d'Allemagne. En novembre de 1942, Adolf Hitler a commandé l'occupation de la zone libre, la zone de Vichy. Le gouvernement de Vichy a continué à diriger l'état mais sous la direction des Nazis. Malgré leur tentative de se séparer de l'idéologie antisémitique soutenue par les nazis, le gouvernement de Vichy est devenu collaborationniste. Avant l'occupation allemande, Vichy a collaboré avec les Nazis, par les déportations de Juifs, mais quand Vichy est tombé sous le pouvoir allemand,

la sécurité des Juifs dans ce territoire est devenue plus faible. Par le changement des régimes en zone libre, l'antisémitisme français se solidifie comme une vraie haine, fondée sur la xénophobie, le racisme, et la peur. La France, une fois considérée comme un asile pour les Juifs européens, a tourné le dos à une souffrance continentale. Dans la communauté israélite et la communauté séculaire, la peur de l'autre les pousse à condamner toute la communauté juive.

Chapitre V

La décolonisation et le nouveau judaïsme

Après la Shoah, les Juifs de France qui ont survécu sont retournés à leur patrie et ont découvert un pays différent. La fin de la Seconde Guerre mondiale a inauguré une nouvelle ère en France, une nouvelle histoire. Dès que le régime de Vichy est tombé, l'époque de la décolonisation du Maghreb a commencé. Les habitants de cette région incluent aussi des Juifs, mais ils n'étaient pas les mêmes Juifs vivant déjà dans l'Hexagone. Les nouveaux Juifs appartenaient à une tradition séfarade, très différente de la tradition ashkénaze. Être juif en France n'était pas--et ne pourrait plus être--ce qu'il était avant la Shoah à cause d'un afflux des nouveaux types de Juifs en France. Avec la venue en France des Juifs maghrébins, l'identité juive en France est entrée dans une nouvelle phase. Si l'identité juive (qui était une partie cruciale des tactiques de l'antisémitisme) changeait, comment est-ce que l'antisémitisme évoluerait en conséquence ?

Les Juifs du Maghreb

Quand on dit 'être séfarade' ou 'être ashkénaze,' les deux veulent dire qu'on est juif, mais les traditions culturelles et les interprétations des lois religieuses sont

différentes. Les Juifs originaires de la péninsule ibérique (Espagne et Portugal maintenant) et de l'Afrique du nord appartiennent à la tradition séfarade, un judaïsme influencé par la culture de cette région. La présence des communautés juives dans la région du Maghreb date de l'époque romaine ou sinon avant. C'est à dire que ces communautés sont plus anciennes que les communautés juives de France. Ils ont leurs propres histoires et leurs propres cultures, et surtout, ils ont leurs propres identités qui sont un produit de ces histoires et cultures. « Les juifs maghrébins vivent ouvertement leur identité juive, de manière familiale et communautaire, et vont d'abord revigorer et parfois bousculer le judaïsme français » (Cohen 99). Dans les années 1950 et 1960 les Juifs de France et d'Afrique du Nord partagent une nouvelle terre et créent ensemble un nouveau chapitre de l'identité juive française.

Les Juifs algériens arrivent en France en grand nombre. La période d'immigration commence dans les années 1950 jusqu'aux Accords d'Evian, la signature d'un traité qui a mis à fin la Guerre d'Algérie, qui symbolise la fin de la première transplantation des Juifs algériens en métropole (Bensimon et Pergola 183). « Le rapatriement des juifs d'Afrique du Nord, parmi lesquels en 1962 environ 100 000 [de 140 000] juifs d'Algérie, a fait partie de la grande migration des pieds-noirs au lendemain des accords d'Evian » (Winock, *La France et les Juifs* 322). De cette façon, les juifs d'Algérie, « avec les autres juifs issus du Maghreb, devinrent bientôt majoritaires parmi les juifs de France », et le nombre total des Juifs algériens monte de 100 000 en 1962 à 535 000 à la fin des années 1970 (Winock, *La France et les Juifs* 322). Ces chiffres montrent l'énormité des vagues du Maghreb de la part des

Juifs qui portaient une identité religieuse différente en France. Ce changement change pour toujours l'identité juive en France.

L'antisémitisme après la décolonisation

On croit que l'antisémitisme s'est achevé après la Shoah, mais ce n'est pas le cas. Selon Richard C. Vinen : « la libération [des camps d'extermination] n'a pas éliminé l'antisémitisme » (traduit 368) et cet antisémitisme français était similaire à celui qui existait avant 1944 (traduit 371). Comme l'antisémitisme du vingtième siècle est lié avec les attitudes politiques (traduit, Vinen 388), l'antisémitisme de cette période prend de nouvelles formes qui sont différentes de celles antérieures à la guerre d'Algérie. On peut dire qu'un des facteurs, comme dans les années passées, c'est la xénophobie. Mais cette fois, le judaïsme dont on a peur ne ressemble pas à la religion d'avant la guerre. Les gens venant du Maghreb suivent la tradition séfarade, différente de la tradition ashkénaze de l'Europe de l'est.

Même si la haine contre les Juifs existait pendant cette période, l'antisémitisme contre les Juifs du Maghreb, en particulier d'Algérie, était différent de celui contre les immigrants de l'Europe de l'est. « Les effets de la guerre d'Algérie sur la perception des Juifs n'ont pas été confinés à la sphère internationale : il y avait aussi un changement d'attitude envers les Juifs dans la France elle-même » (traduit, Vinen 379). Une des causes de l'antisémitisme contre les gens de l'Europe de l'est était la colère contre le non-désir des immigrants à s'assimiler. Pour les Juifs venant d'Algérie, ce n'était pas le cas. Les Juifs algériens, les Séfarades, sont beaucoup plus assimilés que les immigrants ashkénazes parce qu'ils viennent d'un pays influencé par la tradition française (traduit, Vinen 382). Ils sont venus en France avec une

connaissance de leur nouveau pays, incluant la langue, l'histoire, la culture, et la géographie de la métropole (traduit, Abitbol et Astro 251).

L'Algérie était connue comme un pays très antisémite, contre la culture plutôt que l'ethnicité (traduit, Vinen 379). Comme les Français non-juifs avant la guerre, ils ont voulu une identité commune par une culture commune. Les Juifs d'Algérie n'en faisaient pas partie parce que, comme les Juifs de la métropole, ils n'essayaient pas de s'assimiler. De plus, les lois de Vichy ont été appliquées en Algérie comme en France, et donc l'antisémitisme légal est passé d'une région à l'autre (traduit, Vinen 380). Vichy a aboli aussi le décret Crémieux de 1870 qui a attribué la citoyenneté française aux Juifs d'Algérie. Quand les Algériens se sont installés en France après la guerre, cet antisémitisme arrive aussi. Il est important de noter que l'antisémitisme des années 1930 contre les immigrés était différent de celui des années 1960 : quelques explications pour cette différence est l'état de l'économie dans les deux décennies et le rôle de la France dans le système international. Dans les années 1930, la faiblesse de l'économie était attribuée aux Juifs, mais après la guerre d'Algérie, l'économie a augmenté et donc on n'a pas eu besoin de blâmer les Juifs pour les échecs de l'économie (traduit, Vinen 381). De plus, au contraire des immigrés de l'Europe de l'est des années 1930, les Juifs venant d'Algérie n'ont pas été vus comme en concurrence avec la main d'œuvre à cause des différences de classes (traduit, Vinen 381). Du point de vue des relations internationales, la France des années 1960 était plus confiante que la France faible avant la Seconde Guerre mondiale (traduit, Vinen 381). Donc il n'y avait pas de raison d'imposer une haine contre les Juifs si l'état prospérait. Le rôle des Juifs

algériens dans la guerre d'Algérie influence aussi la perception des Juifs. La majorité des Juifs algériens se sont alignés avec la France et ont lutté pour maintenir l'Algérie comme une partie de la France (traduit, Vinen 380).

Au moment où les Juifs du Maghreb arrivent en France, on ne distingue plus entre « Israélite » ou « Juif ». *Israélite* devient un mot du passé qui ne décrit plus la situation des Juifs en France--il n'y a plus de différence entre les riches et les pauvres, ni entre les religieux et les gens qui s'assimilent. Or, il y a une différence entre les Ashkénazes et les Séfarades, et le descripteur de *Juif* devient le facteur commun entre les gens de France et les gens du Maghreb. Il est intéressant que les deux groupes tombent sous le même nom parce qu'ils ne se ressemblent pas du tout. Bien qu'ils ne partagent qu'une religion, ils sont décrits par le même terme, et ce mot signifie un virage dans une nouvelle direction pour ces deux groupes. Après la Shoah et la période de décolonisation, les Juifs en France restent avec une question de solidarité : qu'est-ce que cela veut dire, être un Juif français ?

Conclusion : Passé, présent, avenir

L'antisémitisme ne s'achève pas au vingtième siècle. En fait, les nouvelles tactiques antisémites se pratiquent pendant tout le reste du siècle. Les autres événements influencent la perception des Juifs en France au point que l'antisémitisme se montre à nouveau. Aujourd'hui, l'antisémitisme prend beaucoup de nouveaux visages, tous liés aux motivations d'une ère passée mais qui se situent dans un nouvel environnement.

Il y a aussi des mouvements plus récents contre les Juifs français qui s'ajoutent à l'antisémitisme moderne. Par exemple, après la Shoah, les

néga­tionnistes obtiennent du pouvoir dans la sphère politique. Ce mouvement nie l'existence et la vérité de la Shoah, et son plateforme politique inclut l'antisémitisme comme connecteur social. De plus, le mouvement contre le sionisme et l'état d'Israël crée une situation difficile en France--et dans le monde entier--pour la communauté juive. En France, l'antisionisme a des influences antisémitiques qui impactent la communauté juive.

La naissance de l'état d'Israël en 1948 donne aux Juifs de France un refuge loin d'une nation qui devient de plus en plus dangereuse. Une grande partie des Juifs français ont déménagé en Israël depuis la création de l'état juif. L'acte de s'installer en Israël a des significations religieuses et a son propre nom : l'aliya. Aujourd'hui, les Juifs français s'enfuient en grand nombre. Pour eux, la sécurité ne semble plus exister. La destination la plus populaire est l'Israël parce que la religion juive est liée à cette terre. L'aliya, le mot en hébreu pour l'acte de déménager en Israël, continue à grandir. Entre 2000 et 2017, 10 % de la population juive française avait fait l'aliya en s'installant en Israël (Zieve), et en 2018, le chiffre d'émigrés a atteint 2 600 (« Les chiffres de l'aliya en Israël pour 2018 »). Bien que les gens aient les raisons religieuses pour faire l'aliya, on croit que la cause la plus urgente la résurgence de l'antisémitisme moderne.

Il est évident que l'antisémitisme moderne s'enracine dans l'affaire Dreyfus. « Dans la mémoire des Juifs de France, l'affaire Dreyfus demeure encore aujourd'hui le symbole même de la précarité toujours imaginable de leur statut de citoyen » (Birnbaum 2702). Le soupçon des Juifs pendant cette période influence au plus haut point l'antisémitisme du siècle. Mais on peut dire que la période d'antisémitisme la

plus influente, c'est la période entre les guerres, la période d'où vient l'image des Juifs comme bouc émissaire. Ici, on voit comment la population en France se tourne contre les Juifs. Les stéréotypes contre les Juifs deviennent le fondement d'une haine concrète. Parce que la communauté juive est vue comme bouc émissaire, la cause des problèmes de la nation trouve un visage, et avoir une image de l'origine des problèmes permet que la nation cherche à éliminer le problème. Donc, quand 'les Juifs' deviennent la source des problèmes, on peut légitimer la haine contre eux. C'est cette période qui trace le chemin pour les lois antisémites de Vichy et qui ont pour but de séparer l'identité juive de l'identité française.

Qu'est-ce qui rend l'antisémitisme en France un problème vraiment français ? En analysant l'affaire Dreyfus, on voit comment la société française était susceptible aux tensions sociales et au soupçon des Juifs. L'antisémitisme de cet événement représente de multiples conflits : le contexte socio-politique de la Guerre franco-allemande, le désir de trouver le coupable, et l'agitation d'un antisémitisme dissimulé en Europe. On ne peut pas dire que l'affaire Dreyfus ne se serait jamais passé dans un autre pays, mais l'environnement politique et social de la France de cette époque a dirigé la nation vers un avenir d'antisémitisme selon lequel les Français ont choisi les Juifs comme le bouc émissaire. L'antisémitisme de cette époque est devenu plus 'français' pendant le régime de Vichy : il était important de clarifier que le régime n'était pas aussi brutal que celui des Nazis en Allemagne. L'antisémitisme soutenu par le gouvernement était spécifiquement français parce que Vichy a essayé de distinguer entre l'identité juive et l'identité française.

Il y a des questions qui restent à propos de la continuation de l'antisémitisme. Après la période de la décolonisation et les vagues d'immigration de l'Afrique du nord, la communauté juive continue à changer et à chercher son identité. En même temps, les Juifs en France doivent faire face aux nouveaux antisémitismes. Comment les vagues d'antisémitisme de la seconde moitié du siècle sont-elles influencées par l'antisémitisme précédent ? Est-ce qu'on peut tracer un lien entre l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme d'aujourd'hui ? Est-ce que les nouveaux antisémitismes sont des conséquences du destin tragique de Dreyfus ? Sinon, d'où vient l'antisémitisme du vingt-et-unième siècle ? L'essor des mouvements nationaux aussi pourraient être des indices d'un retour à une mentalité du passé : est-ce que le présent sera un miroir du passé ?

Même si les Juifs français ne sont pas totalement en sécurité en France, l'histoire nous montre que cette communauté survivra longtemps. Après un siècle de difficultés, une question reste : qu'est-ce que l'avenir des Juifs français ?

Bibliographie

- Abitbol, Michel et Alan Astro, « The Integration of North African Jews in France », *Yale French Studies*, no. 85, 1994, pp. 248-261.
- Adler, Jacques. « The Jews and Vichy : Reflections on French Historiography ». *The Historical Journal*, vol. 44, no. 4, Dec 2001, pp. 1065-1082.
- Arendt, Hannah. « From the Dreyfus Affair to France Today ». *Jewish Social Studies*, vol. 4, no. 3 (Jul., 1942), pp. 195-240.
- Bensimon Doris, et Sergio della Pergola, « Structures socio-démographiques de la population juive originaire de l'Afrique du Nord », in *Les Juifs du Maghreb :*

- Diasporas Contemporaines*, Jean-Claude Lasry et Claude Tapia, dir., 1989, pp. 179-206.
- Birnbaum, Pierre. « Grégoire, Dreyfus, Drancy et Copernic : Les Juifs au cœur de l'histoire de France. » *Les Lieux de Mémoire 2*, édité par Pierre Nora, Quarto Gallimard, 1997, pp. 2679-2718.
- Brustein, William I, & Ryan D. King. « Anti-Sémitism in Europe before the Holocaust ». *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 25, no. 1, Religion and Politics. Religion et politique (Jan., 2004), pp. 35-53.
- Caron, Vicki. « The Antisemitic Revival in France in the 1930s : The Socioeconomic Dimension Reconsidered ». *The Journal of Modern History*, vol. 70, no. 1, March 1998, pp. 24-73.
- Carroll, David. « What It Meant to Be "A Jew" in Vichy France : Xavier Vallat, State Anti-Semitism, and the Question of Assimilation ». *The Occupation (1998)*, publication spéciale de *SubStance*, vol. 27, no. 3, pp. 36-54.
- Cohen Martine, "Les Juifs De France. Modernité Et Identité." *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 66, 2000, pp. 91-106.
- Mitchell, Allan. « La mentalité xénophobe: Le contre-espionnage en France et les racines de l'affaire Dreyfus. » *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-), vol. 29e, no. 3 (Jul. - Sep., 1982), pp. 489-499.
- Paxton, Robert O., et Andrée Lyotard-May. « La spécificité de la persécution des Juifs en France ». *Présence du passé, lenteur de L'histoire vichy, l'occupation, les*

juifs, publication special d'*Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 48, no. 3, juin 1993, pp. 605-619.

Scullion, Rosemarie. « Vicious Circles : Immigration and National Identity in Twentieth-Century France ». *France's Identity Crises*, publication spéciale de *SubStance*, vol. 24, no. 1, pp. 30-48.

Vinen, Richard C. « The End of Ideology ? Right-Wing Antisemitism in France, 1944-1970 ». *The Historical Journal*, vol. 37, no. 2, juin 1994, pp. 365-388.

Winock, Michel, *La France et les Juifs : le 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, 409 p.

Winock, Michel. « Les affaires Dreyfus. » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 5, Numéro spécial: Les guerres Franco-Françaises (Jan. - Mar., 1985), pp. 19-37.